Ruralia
Sciences sociales et mondes ruraux contemporains

04 | 1999
Varia

Nathalie DUCLOS, *Les violences paysannes sous la Ve République*, Paris, Economica, 1998, 281 p. (préface de Philippe Braud).

Isabel Boussard

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/ruralia/106
ISSN : 1777-5434

Éditeur
Association des ruralistes français

Édition imprimée
Date de publication : 1 janvier 1999
ISSN : 1280-374X

Référence électronique
Isabel Boussard, « Nathalie DUCLOS, *Les violences paysannes sous la Ve République*, Paris, Economica, 1998, 281 p. (préface de Philippe Braud). », *Ruralia* [En ligne], 04 | 1999, mis en ligne le 25 janvier 2005, consulté le 20 avril 2019. URL : http://journals.openedition.org/ruralia/106

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Tous droits réservés

Nathalie DUCLOS, *Les violences paysannes sous la Ve République*, Paris, Economica, 1998, 281 p. (préface de Philippe Braud).

Isabel Boussard

1 Philippe Braud l'indique d'emblée en introduction : alors que plusieurs ouvrages ont insisté sur « la fin des paysans », ce n'est pas l'optique de Nathalie Duclos : « Ce n'est pas de la fin des paysans qu'elle veut nous instruire, mais de la fin de leur violence » (p. VII). Le premier chapitre est bien intitulé : « Pour en finir avec le mythe des jacqueries paysannes » (p. 13). Et l'on retrouve, en conclusion : il n'y a plus de jacqueries. Curieusement, à l'heure où les actes violents, surtout urbains, se multiplient, les agriculteurs s'en écartent. « La violence doit être absolument bannie, car elle ternit l'image positive que les syndicalistes s'efforcent de façonner » (p. 254). Comment le processus s'est-il déroulé ? C'est ce que l'on va chercher à démontrer, en s'appuyant sur les développements de l'auteur, mais en essayant de rétablir une dimension chronologique qui fait gravement défaut à l'ouvrage.

2 Une comparaison est faite avec l'avant-guerre : « Le bouleversement des méthodes culturales après guerre a non seulement été profond mais, de plus, fulgurant, alors que l'introduction d'éléments de progrès était presque impensable avant-guerre » (pp. 57-58). Franchement, tout dépend de ce que l'on appelle « éléments de progrès », car la plus grande partie de l'électrification des campagnes, de l'amélioration des voies de communication, la généralisation de l'usage des engrais chimiques, le développement de l'enseignement, les débuts de la mécanisation, etc. ont été réalisés avant-guerre. Il y a manifestement plus qu'un début de modernisation dans ce premier XXe siècle.

3 Il est aussi question du mouvement Dorgères qui aurait encore influencé les manifestations des années 1960 : mobilisation, information, recours à la grève, etc. Sa mémoire reste vive en Bretagne, région qui sert d'exemple privilégié à l'auteur. Il est excellent de citer ici le mémoire de Pascal Ory, soutenu en 1970 (p.93), mais ne faire

aucune référence au livre de Robert Paxton, paru deux ans avant celui-ci, nous paraît une lacune ou une négligence regrettable [1]._ Les liens de ce mouvement avec les responsables syndicaux, surtout bretons, sont bien montrés, toutefois il faudrait souligner que c'est surtout dans les années 1934-1936 car, ensuite, ces derniers deviennent plus méfiants, comme le prouve le fait que Dorgères n'ait pas été invité au grand congrès de l'Union nationale des syndicats agricoles (UNSA) à Caen, les 5 et 6 mai 1937.

4 On ne sait pas très bien à quelle période se rapporte l'affirmation : « Être paysan est plus considéré comme un mode de vie que comme une profession » (p. 60). Mais on peut, sans aucune chance de se tromper, la situer dans le passé car, depuis bien des années, ce n'est plus vrai. Toutes les enquêtes, interviews, confidences recueillies montrent que l'agriculture n'est plus un « état », mais un « métier », même s'il n'est pas tout à fait comme les autres. À ce propos, on peut regretter que, dans un ouvrage où il est si souvent question de l'opinion publique, aucun sondage d'opinion n'ait été utilisé. Certes, ce n'est pas un instrument sans défaut, mais il permet de montrer à l'évidence que les Français acceptent, et même approuvent, les manifestations d'agriculteurs sauf, précisément, si recours est fait à la violence. L'auteur montre bien que les agriculteurs en sont conscients, un examen de ces sources aurait enrichi sa démonstration.

5 Affirmer que : « Depuis 1961, le CNJA s'était associé étroitement à la définition de la politique agricole avec le ministre de l'Agriculture, Edgard Pisani » (p. 114) est juste, mais c'est aussi oublier les deux années passées. Depuis 1959, Michel Debatisse est fort actif auprès de l'entourage du premier ministre, Michel Debré, où son interlocuteur principal est Antoine Dupont-Fauville et auprès de celui du président de la République où Jean Méo joue le même rôle [2]._ On sait que le ministre de l'Agriculture de l'époque, Henri Rochereau, est laissé à l'écart, au point que la première loi d'orientation de 1960 est souvent considérée comme une loi Debré-Debatisse.

6 L'étude de la presse est tout à fait excellente, mais montre un sérieux déclin d'intérêt pour les problèmes agricoles. La couverture des contestations paysannes passe de 67 articles dans *Le Monde* en 1961 à 13 en 1990, dans *Ouest-France*, les « Unes » « dégringolent » de 19 à 4, et pourtant *Ouest-France* reste le journal qui accorde le plus de place aux questions rurales. Il peut y avoir plusieurs explications à ce phénomène qu'il serait trop long de développer ici. Tout ce que l'on peut dire c'est que, selon l'auteur, ce n'est pas la faute des agriculteurs qui deviennent de plus en plus habiles à manier les opérations de communication. Dire que ces dernières sont « découvertes » (p. 240) est peut-être un peu excessif car les agriculteurs ont toujours cherché, même au temps de Dorgères, à attirer l'attention des médias. Mais les techniques se sont améliorées.

7 Il faut insister sur l'excellente description des deux manifestations des 23 mars 1982 et 29 septembre 1991, ainsi que de la « Grande moisson » sur les Champs-Élysées en 1990. La minutie des dispositifs de contrôle est impressionnante : chefs de car, surveillance des sacs, badges, tout est mis en place pour éviter tout débordement et il n'y en aura pas. N'importe quelle manifestation doit être organisée avec l'accord et sous le contrôle de la préfecture de police. En 1991, on franchit même l'étape suivante : « L'organisation de la manifestation de 1991 marque quant à elle le passage d'une simple concertation à une véritable collaboration. Les rencontres avec la préfecture de police ont été très nombreuses » (p. 232). D'autre part, cette année là, on fait appel à une authentique agence de communication : « Image et stratégies ». Il est intéressant de souligner que les syndicalistes gardent la haute main sur le dispositif et n'acceptent pas toutes les suggestions de l'agence : « Les suggestions de l'agence de communication, qui allaient

fréquemment dans le sens d'une théâtralisation des actions, avec la mise en place de gestes symboliques, ne seront pas retenues » (p. 245).

8 Les dirigeants veulent rester près de la base, d'où l'emploi du « nous » « qui contribuait à gommer les hiérarchies entre les responsables et leur base et à mettre en avant la dimension commune de leur situation [...]. Surtout, il s'agit d'exhorter les agriculteurs à la non violence » (p. 238). Une dernière preuve est la réprobation de Luc Guyau lorsque certains agriculteurs sont venus saccager les locaux de l'ENA et les bureaux de Mme Dominique Voynet en février 1999.

9 La bibliographie est fort abondante et l'index utile, bien que forcément incomplet puisque de nombreuses personnalités ont voulu garder l'anonymat. Mais est-ce vraiment respecter l'anonymat que d'écrire : « N.E., président du CNJA de 1960 à 1964 » (p. 235, note 3) ? Il est facile de retrouver, ne serait-ce que par sa notice dans le *Who's Who*, qu'il s'agit de Marcel Deneux.

NOTES

1. Robert PAXTON, *Le temps des Chemises vertes. Révoltes paysannes et fascisme rural. 1929-1939* , Paris, Éditions du Seuil, 1996, 316 p.
2. Voir leurs différents témoignages dans : *De Gaulle en son siècle*, Paris, Plon/La Documentation française, 1992, tome III, pp. 236 et sq.

INDEX

Index chronologique : XXe siècle